
L'historiographie et la construction de l'identité *ontarioise*

Jean Lapointe
Département de sociologie
Université d'Ottawa

Les Franco-Ontariens constituent une communauté particulière, certainement très visible à l'heure actuelle. Celle-ci jouit d'un ensemble d'organisations, de services et de droits reconnus ; elle possède un système scolaire, des réseaux de communication, des institutions dans les domaines de la santé, de l'économie, de la culture, des loisirs, bref sa présence publique est évidente en Ontario. Ce sont des manifestations d'une culture et d'une identité propres dont nous allons essayer de retracer le développement.

L'unité de cette communauté s'est construite sur un fond de diversité géographique et historique important. Remarquons d'abord qu'elle s'est agglomérée autour de trois noyaux de population et d'institutions géographiquement distincts qui ont chacun une histoire propre dans le contexte de développement du Canada et de l'Ontario. On se réfère à ces noyaux comme au Sud, à l'Est et au Nord de l'Ontario.

La population francophone de l'Ontario s'étend sur un territoire très vaste. Rappelons que la province a une surface d'un million de kilomètres carrés soit 10,7 % de la surface du Canada. Les points extrêmes de l'Ontario, du nord au sud et de l'est à l'ouest, sont éloignés les uns des autres de 1600 kilomètres. Les effectifs francophones de ces régions sont imprécis parce que les allégeances sont

variables et difficiles à mesurer. Les groupes minoritaires sont toujours composés de centres plus militants et de périphéries plus ou moins mobilisées quand il n'y a pas de règle mécanique d'exclusion de la part du groupe dominant. Pour avoir une idée des effectifs dont on parle, nous prendrons comme indice les données sur la langue maternelle du recensement. La langue maternelle est un bon indice parce que le français est une des principales caractéristiques retenues par ce groupe pour se reconnaître et parce que la langue est une donnée facilement identifiable par les membres d'un groupe, mais aussi par les autres, et elle constitue donc facilement une référence pour l'inclusion ou l'exclusion.

Comme on peut le voir dans le tableau 1, les effectifs de la population francophone en Ontario sont assez également répartis entre les trois régions. Cependant, les Franco-Ontariens vivant au sud de la province sont largement minoritaires puisqu'ils ne représentent qu'une assez faible proportion de l'ensemble, qui est majoritairement anglophone. Les francophones représentent entre 15 % et 20 % de la population totale dans l'est et au nord de l'Ontario, mais moins de 3 % au sud.

TABLEAU 1

Effectif de la population de langue maternelle
française selon les régions, Ontario, 1986

<i>Régions</i>	<i>Population totale</i>	Français seulement		Français et autres	
		<i>N</i>	%	<i>N</i>	%
Est	1 271 065	177 745	14,0	33 815	2,7
Nord	798 140	137 785	17,3	30 985	3,9
Sud	7 032 480	109 370	1,6	53 915	0,8
Total	9 101 685	424 700	4,7	1 191 15	1,3

Source : Statistique Canada, recensement de 1986, catalogue 94-111.

FIGURE 1
 Division de recensement de l'Ontario
 1986



Source: Statistique Canada, 1986

BREF HISTORIQUE

Les éléments qui forment l'identité franco-ontarienne s'enracinent dans une histoire qui remonte à l'origine même de l'Ontario. Les premières bases de cette construction sont apparues au moment où l'Ontario est née sous le nom de Haut-Canada, se détachant du Québec lors de la proclamation de l'Acte constitutionnel, en 1791. Les possessions britanniques venaient de voir leurs frontières se rétrécir avec l'indépendance américaine (Traité de Versailles, 1783) et les ressortissants du territoire s'étaient vu imposer de nouvelles règles administratives. Les ressortissants français, à part les voyageurs des Pays d'en Haut qui parcouraient le territoire entre l'Outaouais et le lac Supérieur en passant par le lac Nipissing, la rivière des Français et la baie Georgienne, étaient établis à la mission de l'Assomption, en face de Detroit, auxquels se sont joints bon nombre d'habitants qui sont restés du côté canadien après la sécession américaine.

LE SUD

Les premiers établissements francophones sur le territoire de l'Ontario sont donc situés au Sud. On parle à ce moment de 2500 francophones. Un groupe de Loyalistes les rejoignit et, à la fin du siècle, l'Assomption prit le nom de Sandwich, aujourd'hui une banlieue de Windsor (Choquette, 1980 : 95). L'Ontario commençait ainsi à se peupler par l'immigration. Il faut dire que les Hurons, qui avaient occupé la plus grande partie du territoire, étaient disparus et que les autres groupes d'Amérindiens survivants acceptaient petit à petit de signer des accords qui les restreignaient à des réserves (Wood, 1991 : 92).

L'immigration loyaliste a été la plus importante au départ. Elle est arrivée par le Saint-Laurent, entre Cornwall et Kingston, par Niagara, entre le lac Ontario et le lac Érié et, enfin, par l'est du lac Érié (*Ibid.* : 93). On estime à 8000 le nombre de Loyalistes qui se sont établis dans ce territoire, autour de 1780 (*Ibid.* : 92). Cette première vague d'immigration suivit assez bien le plan de développement du Haut-Canada rêvé par Simcoe, gouverneur de 1792 à

1799, et peupla le nord des lacs Ontario et Érié de façon à occuper la grande presqu'île du sud de l'Ontario actuel, protégeant ainsi les frontières du pays.

Dès le début du XIX^e siècle, la situation démographique de l'Ontario s'est modifiée considérablement. L'immigration arrive d'Europe en plus grand nombre et impose un caractère anglophone à la province. L'immigration francophone, beaucoup plus modeste, vient du Québec et se concentre dans quelques régions seulement.

Après l'immigration loyaliste, à la fin du XVIII^e siècle, la population du Haut-Canada comptait environ 21 000 habitants de souche européenne (*Ibid.* : 95). La première partie du XIX^e siècle allait amener plus d'un demi-million d'immigrants. La période qui suit les guerres napoléoniennes a vu arriver beaucoup d'immigrants venant des îles Britanniques et, de 1847 à 1855, une importante immigration d'Irlandais poussés par la famine. En 1850, on comptait 949 902 habitants sur le territoire de l'Ontario dont seulement 26 417 (2,7 %) étaient d'origine française. Cette population était surtout concentrée dans le Sud. Les Canadiens français participaient alors à la formation de l'Ontario comme à un secteur de *leur* pays.

L'EST

Les Canadiens français commencent à occuper la rive sud de l'Outaouais dès le milieu du XIX^e siècle. L'est de l'Ontario, déjà habité par des Loyalistes, commence à se dessiner comme un autre centre de développement au Canada-Ouest (nom du Haut-Canada après 1841). Les premières structures administratives, créées en 1791, qui accueillent ces immigrants sont les 19 comtés qui couvrent le sud de l'Ontario actuel à partir de la frontière du Québec.

Dès le début du XIX^e siècle, des Loyalistes s'installent dans les comtés de Glengarry Prescott et Russel dans l'est de l'Ontario. Le peuplement de l'Est va se réaliser plus lentement que celui du Sud. On arrive de l'Est en suivant la rivière Outaouais qui liait les deux rives plus qu'elle ne les séparait puisque c'était la seule route qui servait à la grande activité économique de l'époque : le transport du bois. L'importance de cette voie fluviale s'est accrue avec la

construction du canal Rideau (1826-1832) qui assurait le transport en évitant la route frontière entre le Canada et les États-Unis que constituait le fleuve St-Laurent. L'est de l'Ontario s'est construit autour des premières scieries (Curran, Plantagenet, Hawkesbury). Beaucoup de colons cultivaient leur terre durant l'été et allaient dans les chantiers durant l'hiver. L'est de l'Ontario a connu une immigration francophone plus importante dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, après l'arrivée du chemin de fer (en provenance de Montréal) à Bytown (Ottawa), incorporée comme municipalité en 1850 (Choquette, 1980 : 84). La population du comté de Prescott est passée de 10 487 en 1850 à 27 035 en 1901. La population canadienne-française du même comté passait de 9623 en 1871 à 19 190 en 1901 (respectivement 54,5 % et 71 % de la population totale). Ainsi, les Canadiens français ont-ils eu une présence importante à Bytown dès sa fondation.

LE NORD

Une troisième vague d'immigration de Canadiens français marquera une autre étape du développement de l'Ontario : l'ouverture du Nord. La voie du Nord par le lac Témiscamingue et la rivière Abitibi était une route qui avait été empruntée au XVII^e siècle pour atteindre la baie de James. Cette région a été ouverte à la colonisation après la construction des grandes routes de chemin de fer. Le Canadien Pacifique établit la voie qui relie Mattawa à Sudbury entre 1881 et 1883 permettant ainsi la formation de plusieurs agglomérations le long de sa route. Par la suite, la découverte de gisements de cuivre, de nickel, d'argent et de cobalt ont nécessité la création d'un réseau de chemins de fer reliant le nord et le sud de l'Ontario permettant aux populations de venir travailler dans les mines. Le National Transcontinental, qui deviendra le Canadien National, se rend en effet à Cochrane en 1908, à Kapuskasing en 1912 et à Hearst en 1913, permettant la colonisation de la « grande zone argileuse » (Gervais, 1981 : 58). La population canadienne-française du nord de l'Ontario est passée de 21 502 en 1901 (17 % de la population totale) à 150 531 en 1951 (27 % de la population totale) (Lachapelle et Henripin, 1980).

L'APPARITION DE L'IDENTITÉ MINORITAIRE FRANCO-ONTARIEN

Les colons francophones en Ontario ont profité d'un nouvel espace de peuplement qui s'ouvrait alors que les bonnes terres agricoles du Québec étaient saturées et que l'urbanisation s'y esquissait à peine. Ce mouvement fut aussi fortement appuyé par les autorités ecclésiastiques et les établissements en Ontario se sont articulés autour de paroisses catholiques. Les leaders de la francophonie ont souvent été les pasteurs de ces paroisses.

Les colons qui arrivent en Ontario procèdent de l'idéologie canadienne-française du XIX^e siècle. Ils amènent dans ce territoire qu'ils défrichent la fierté canadienne-française, l'ambition du colonisateur qui fait reculer les frontières de son pays et le sentiment de témoigner en faveur des valeurs éternelles (Séguin-Kimpton, 1990). La fierté canadienne-française a été bien exprimée par les fondateurs de la Société Saint-Jean-Baptiste. La valeur et les vertus canadiennes-françaises ont été entretenues et vantées dans beaucoup d'écrits (par exemple Buies, 1889, et Groulx, 1933). Les exploits des défricheurs et des gens qui ont porté le flambeau de la nation dans des terres nouvelles ont été beaucoup chantés. Les colons franco-ontariens sont aussi conscients d'appartenir à une Église qui a les paroles de vie éternelle et qui a une vocation missionnaire. Ce sont là des premiers éléments qui constituent la base de l'identité actuelle des Franco-Ontariens.

Jusqu'à maintenant, nous avons affaire à des Canadiens français établis sur une frontière, un groupe très dispersé géographiquement tout en ayant une base culturelle homogène et un leadership unifié. Ils occupent des régions où l'immigration les marginalise à un rythme accéléré. Apparaît alors un élément de l'identité qui distingue les Franco-Ontariens d'autres Canadiens français : le sentiment croissant de leur impuissance, la perception d'être l'objet de discrimination.

Chad Gaffield (1987) fait bien ressortir comment le sentiment d'appartenance à un groupe francophone d'Ontario distinct des autres Canadiens français a déjà pris naissance dans les communautés de l'est de l'Ontario, à la fin du XIX^e siècle. La fondation du

journal *La Nation*, dans le comté de Prescott en 1885, souligne la situation particulière des francophones comme membres d'une communauté plus large qui a sa base au Québec et qui fait face à des problèmes particuliers du fait de leur situation minoritaire (*Ibid.* : 148). L'affaire Louis Riel, qui a eu des répercussions chez tous les francophones, a été vécue de façon dramatique dans les communautés de l'est de l'Ontario. Cet épisode a intensifié le sentiment de solidarité entre francophones en faisant ressortir leur manque de pouvoir et la situation de conflits à laquelle ils devaient faire face. Cette conscience d'avoir à lutter pour leurs droits dans une situation minoritaire allait s'affirmer davantage dans les conflits scolaires qui ont réuni tous les francophones de l'Ontario sous la même bannière.

L'histoire de l'implantation des écoles françaises en Ontario commence avant la Confédération et elle s'est toujours déroulée sous le signe du conflit. Les premières écoles étaient des écoles paroissiales qui vivaient des contributions des paroissiens. Lorsque le gouvernement a voulu promouvoir l'instruction publique et utiliser les écoles comme moyen d'intégration sociale, il a spontanément pensé à uniformiser le système scolaire et surtout à homogénéiser les citoyens par la langue. La tentative la plus marquée en ce sens a été le Règlement XVII. Passé en 1913, il imposait l'anglais comme langue d'enseignement dans toutes les classes, après les premières années d'enseignement où d'autres langues pouvaient être utilisées comme base pour l'apprentissage de l'anglais. Les francophones ont vu ce règlement comme un affront et s'y sont opposés par tous les moyens. Ce fut le début d'une solidarité qui a marqué leur existence au-delà de leur éparpillement sur un si vaste territoire. La lutte contre le Règlement XVII a mobilisé des militants dans tout le Canada, mais elle a surtout fait naître en Ontario une élite qui a appris à se serrer les coudes et à se concerter. Les grandes unités du Sud, de l'Est et du Nord se sont jointes spontanément dans cette lutte (Brault, 1966 ; Charbonneau, 1983 ; Godbout, 1976, 1980 ; Welch, 1988).

On ne peut comprendre l'identité franco-ontarienne sans se référer à cet élément catalyseur qu'ont été ces luttes pour l'établissement d'un système scolaire francophone. En résumé, il s'agit

de la conquête d'un système que l'on vise à compléter jusqu'au niveau universitaire, système conquis lentement par des luttes tenaces et sans beaucoup d'éclat. Les Franco-Ontariens voient dans ces événements la manifestation de caractéristiques qui les définissent : ils savent réclamer leurs droits avec patience et profiter au maximum des dispositions de la loi. Les années de lutte ont amené le développement de mécanismes qui canalisent les revendications.

NOUVELLES CONDITIONS DE VIE DES FRANCOPHONES ET NOUVELLE DIMENSION DE L'IDENTITÉ

Au XX^e siècle, la population de l'Ontario continue de s'accroître rapidement et de s'urbaniser. La population urbaine, qui dépassait les 50 % avant la Première Guerre mondiale, a toujours maintenu une part plus élevée que toutes les autres provinces. Le sud de l'Ontario surtout a développé des industries très prospères et a connu une forte croissance démographique. En 1981, le grand Toronto avait une population de près de 3 millions de personnes et le sud de l'Ontario comptait dix centres urbains de plus de 100 000 habitants (Wood, 1991 : 113). L'immigration a toujours été importante. Les villes ont attiré des populations de l'extérieur du pays et ont recruté dans les régions rurales de la province et du reste du Canada. En 1981, 24 % des 8,6 millions d'habitants de l'Ontario étaient natifs d'autres pays (*Ibid.* : 128). Les francophones se sont aussi urbanisés, mais leur proportion a toujours été très faible malgré des augmentations importantes.

À cause de l'urbanisation et de l'intensité des échanges dans la vie moderne, les francophones de l'Ontario ne peuvent plus s'isoler dans des communautés relativement homogènes pour maintenir leur identité. Au cours du XX^e siècle, on a vu la mise en place de frontières sociales pour préserver leur identité (Juteau Lee, 1980, 1982, 1983). Sont apparus alors divers organismes dont l'*Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario*, qui a coordonné les efforts pour l'obtention des écoles françaises et qui est devenue, dans les années soixante-dix, l'*Association canadienne-française de l'Ontario* et a élargi ses objectifs et son action à toutes sortes d'autres activités. Parmi ces organismes, il faut souligner la mise sur pied des

associations coopératives dont les caisses populaires sont les plus grandes réalisations et des associations autour d'activités plus précises, spécialement celles centrées sur la culture (Breton, 1985 ; Savard, 1981 ; Paquet, 1988). Toutes ces associations font appel à l'engagement d'une population qui a des frontières mouvantes.

Les grands efforts des leaders de la francophonie ont servi à maintenir les frontières de la communauté formée de familles dont la langue d'usage est le français (voir Mougeon, 1979, 1984 ; Heller, 1984, 1988). Pour cela, on encourage les mariages entre gens de langue maternelle française et on s'efforce d'offrir tout le soutien possible (sur le plan des écoles, surtout) aux couples dont un des conjoints est de langue française. Le bilinguisme rendu nécessaire dans une société où les communications sont si importantes présente une difficulté accrue pour le maintien de la langue française : comment amener les gens à l'aise avec l'anglais à choisir d'utiliser le français ? Les différentes associations communautaires sont donc engagées dans la lutte pour le maintien et l'utilisation du français et elles s'efforcent de créer des services et de fournir des ressources pour les francophones.

L'essentiel est l'identification à la langue. Les institutions auxquelles la communauté franco-ontarienne tient le plus sont les institutions d'enseignement, les institutions culturelles et celles reliées aux services à la population – la loi 8 sur les services publics en français, en vigueur depuis 1989, est le résultat de plusieurs années d'efforts concertés. C'est une victoire dont on est très fier. Cette communauté est de plus en plus instruite : de plus en plus de Franco-Ontariens dépassent le secondaire, fréquentent les collèges communautaires et obtiennent des diplômes universitaires (Laflamme et Dennie, 1990 ; Gagné *et al.*, 1986, 1987). La population est aussi de plus en plus bilingue et le bilinguisme est considéré comme une caractéristique positive, un avantage pour la communauté, malgré le fait qu'il présente des dangers d'assimilation. Dangers dont la communauté, par ailleurs, est tout à fait consciente (Bernard, 1988).

Les frontières ethniques du groupe sont plus larges. Même si la majorité des Franco-Ontariens sont d'origine québécoise, on voit de

plus en plus de membres et de porte-parole de la communauté qui proviennent d'autres souches. La dimension *catholique* du groupe a aussi subi des changements. Même si les Franco-Ontariens s'associent spontanément au catholicisme et même s'ils saluent avec fierté l'obtention des écoles secondaires catholiques en 1988, ils ont conscience que la communauté francophone ne se définit plus à partir d'un certain monolithisme religieux.

Une autre dimension de l'identité est la conscience des droits, d'où la décision d'avoir recours à l'appareil légal pour s'épanouir (Thériault, 1988 ; Braen, 1986, 1988 ; Bastarache, 1984, 1988, 1989). Cette dimension a pris beaucoup d'importance avec la nouvelle *Charte canadienne des droits et libertés* de la personne. Mais la dimension la plus remarquable de cette nouvelle identité est le fait que les membres de la communauté sont conscients qu'ils ont prise sur leur identité, qu'ils en contrôlent le développement et que l'orientation qu'ils prennent est le résultat d'efforts concertés. C'est en ce sens que travaillent les organismes franco-ontariens en collaboration avec les autres organismes francophones du Canada. Nous ne travaillons plus à maintenir des caractéristiques obtenues passivement, mais nous travaillons consciemment à développer les caractéristiques que nous voulons vivre (Cardinal *et al.*, 1992 ; ACFO, 1982, 1988 ; Bureau, 1989 ; Marchand, 1989).

*

* *

L'histoire des Franco-Ontariens ne constitue pas un corpus unifié qui aurait une reconnaissance unanime ; l'historiographie du groupe s'écrit au fur et à mesure que les expériences de solidarité se vivent. Cette revue de son histoire fait ressortir que la conscience d'appartenir à un groupe a toujours été un facteur important de son développement et que les écrits qui ont cristallisé la mémoire collective ont contribué au maintien et au développement de la conscience de ce groupe. Ces écrits sont épars et parlent d'une réalité fragmentée, toujours en devenir.

Bibliographie

- ACFO (Association canadienne-française de l'Ontario, (1982), *Besoins et perceptions des Franco-Ontariens*, Rapport intérimaire. Winnipeg, CERECO Inc.
- ACFO (Association canadienne-française de l'Ontario, (1988), *Les voies de l'avenir franco-ontarien*, Vanier, ACFO.
- Bastarache, Michel (1984), « La recherche requise en matière de droits linguistiques au Canada », *État de la recherche sur les communautés francophones au Canada*, Ottawa, Fédération des francophones hors Québec, p. 56-77.
- Bastarache, Michel (1988), « Pour une nouvelle loi sur les langues officielles », *Revue générale de droit*, 19, 1, p. 202-207.
- Bastarache, Michel (1989), « Les tendances démolinguistiques actuelles vont-elles compromettre l'évolution du Canada vers l'égalité des langues officielles ? », *Tendances démolinguistiques et évolutions des institutions canadiennes*, Numéro spécial, thèmes canadiens, Montréal, Association des études canadiennes, p. 125-133.
- Bernard, Roger (1988), *De Québécois à Ontariens. La communauté franco-ontarienne*, Hearst, Le Nordir.
- Braen, André (1986), « Langue, droit et institutions autonomes », *Revue du Nouvel-Ontario*, 8, p. 29-39.
- Braen, André (1988), « Statut du français et droits de la minorité en Ontario », *Revue générale de droit*, 19, 2, p. 493-506.
- Brault, Lucien (1966), *Bref exposé de l'enseignement bilingue au XX^e siècle dans l'Ontario et les autres provinces*, Kingston, Collège militaire royal.
- Breton, Raymond (1985), « L'intégration des francophones hors Québec dans des communautés de langue française », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 55, 2, p. 77-99.
- Buies, Arthur (1889), *L'Outaouais supérieur*. Québec, Darveau.
- Bureau, Brigitte (1989), *Mêlez-vous de vos affaires : 20 ans de luttes franco-ontariennes*, Ottawa, ACFO.
- Cardinal, Linda, Lise Kimpton, Jean Lapointe, Uli Locher et J. Yvon Thériault (1992), *L'épanouissement des communautés de langue officielle. La perspective de leurs associations communautaires*, Rapport soumis au Commissaire aux langues officielles du Canada et au Secrétariat d'État du Canada, Ottawa.
- Charbonneau, P. (1983), « Étude de stratégie d'un groupe minoritaire : le cas de l'enseignement secondaire français en Ontario », mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval.
- Choquette, Robert (1980), *L'Ontario français, historique*, Montréal / Paris, Études vivantes.
- Gaffield, Chad (1987), *Language, Schooling and Cultural Conflict : The Origins of the French-Language Controversy in Ontario*, Montréal, McGill-Queen's.
- Gagné, Évelyn, Pierre Poirier et Maurice Lapointe (1986), « L'étudiante franco-

- ontarienne inscrite en 12^{ième} année et les études collégiales : description de son profil », Ottawa, Université d'Ottawa (Série : Profil de l'étudiant franco-ontarien, 1-2).
- Gagné, Évelyn, Pierre Poirier et Maurice Lapointe (1987), *Le profil de l'étudiant franco-ontarien quant à son intentionnalité de poursuivre des études post-secondaires*, Ottawa, Faculté d'Éducation, Université d'Ottawa.
- Gervais, Gaétan (1981), « Le réseau ferroviaire du nord-est de l'Ontario, 1881-1931 », *Revue de l'Université Laurentienne*, XIII, 2, p. 35-63.
- Godbout, Arthur (1976), *Historique de l'enseignement français en Ontario, 1676-1976*, Ottawa, Centre de recherche en civilisation canadienne-française.
- Godbout, Arthur (1980), *Nos écoles franco-ontariennes : histoire des écoles de langue française dans l'Ontario, des origines du système scolaire (1841) jusqu'à nos jours*, Ottawa, Université d'Ottawa.
- Groulx, Lionel (1933), *L'enseignement français au Canada*, Vol. 2 : *Les écoles des minorités*, Montréal, Granger.
- Heller, Monica (1984), « Language and Ethnic Identity in a Toronto French-Language School », *Canadian Ethnic Studies*, 16, 2, p. 1-14.
- Heller, Monica (1988), *Le capital linguistique et les stratégies ethniques : l'école de langue française en milieu minoritaire*, Toronto, Centre de recherches en éducation franco-ontarienne.
- Juteau Lee, Danielle (1980), « Français d'Amérique, Canadiens, Canadiens-Français, Franco-Ontariens, Ontariens : qui sommes-nous ? », *Pluriel*, 24, p. 21-43.
- Juteau Lee, Danielle (1982), « The Franco-Ontarian Collectivity: Material and Symbolic Dimensions of its Minority Status », Raymond Breton et Pierre Savard (dir.), *The Quebec and Acadian Diaspora in North America*, Toronto, Multicultural History Society of Ontario.
- Juteau Lee, Danielle (1983), « Ontariens et Québécois : relations hors-frontières ? », Dean R. Louder et Eric Waddell (dir.), *Du continent perdu à l'archipel retrouvé – Le Québec et l'Amérique française*, Québec, PUL, p. 41-53.
- Lachapelle, Réjean, et Jacques Henripin (1980), *La situation démolinguistique au Canada : évolution passée et prospectives*, Montréal, Institut de recherches politiques.
- Laflamme, Simon, et Donald Dennie (1990), *L'ambition démesurée*, Sudbury, Prise de Parole.
- Marchand, Jean-Paul (1989), *Maudits Anglais ! Lettre ouverte aux Québécois d'un Franco-Ontarien indigné*, Montréal, Stanké.
- Mougeon, Raymond (1979), « Les mariages mixtes et l'assimilation des francophones du Canada », *Revue de l'Association canadienne d'éducation de langue française*, 8, 1, p. 24-27.
- Mougeon, Raymond (1984), « Le maintien du français et les jeunes Franco-Ontariens », *Langue et Société*, 13, p. 17-20.
- Mougeon, Raymond, et Édouard Béniak (1987a), « Évolution du français parlé à Welland – A Project on the Franco-Ontarian Community in Welland », *ACS Newsletter/Bulletin AEC*, p. 3.
- Mougeon, Raymond, et Édouard Béniak (1987b), « Language Contraction and Linguistic Change : The Case of

- Welland French », Nancy C. Dorian (dir.), *Investigating Obsolescence: Studies in Language Contraction and Death*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Mougeon, Raymond, et Édouard Béniak (1989), *Le français canadien parlé hors Québec: aperçu socio-linguistique*, Québec, PUL.
- Paquet, Gilles (1988), « Pour une socio-économie franco-ontarienne », *Les voies de l'avenir franco-ontarien. Actes du Colloque de l'Association canadienne-française de l'Ontario*, Ottawa, ACFO.
- Savard, Pierre (1981), *Explorations et enracinements français en Ontario, 1610-1978. Esquisse historique et ressources documentaires*, Toronto, Ministère de l'Éducation.
- Séguin-Kimpton, Lise (1990), « La langue gardienne de la foi. Enjeux et stratégies derrière le souci de préserver la langue française minoritaire en Ontario: 1900-1930 », thèse de doctorat, Ottawa, Université Carleton.
- Thériault, J. Yvon (1988), « Pays réel, pays légal: le fait minoritaire entre la communauté et le droit », Colloque annuel de l'ACSALF, Moncton.
- Welch, David (1988), « The Social Construction of Franco-Ontarian Interests Towards French Language Schooling, 19th Century to the 1980's », thèse de doctorat, Toronto, Université de Toronto.
- Wood, J. David (1991), « The Population of Ontario: A Study of the Foundation of a Social Geography », dans Guy M. Robinson (dir.), *A social Geography of Canada*, Toronto, Dundurn Press.